



14ème législature

Question N° : 100559	De M. Frédéric Barbier (Socialiste, écologiste et républicain - Doubs)	Question écrite
Ministère interrogé > Culture et communication		Ministère attributaire > Culture et communication
Rubrique >arts et spectacles	Tête d'analyse >musique	Analyse > scènes de musiques actuelles. dotations.
Question publiée au JO le : 15/11/2016 Réponse publiée au JO le : 16/05/2017 page : 3548 Date de changement d'attribution : 07/12/2016		

Texte de la question

M. Frédéric Barbier attire l'attention de Mme la ministre de la culture et de la communication sur les difficultés financières des scènes de musiques actuelles (SMAC). Le projet de loi relatif à la liberté de création, à l'architecture et patrimoine adopté, le 22 mars 2016, a permis la révision de l'ensemble des cahiers des charges et des missions des labels du spectacle vivant, ce qui impacte, *de facto*, ceux des SMAC. Les SMAC soutiennent pleinement les artistes en devenir et la création, leur implication sur leur territoire qu'il soit urbain, péri-urbain ou rural ainsi que les actions auprès de différentes populations. Elles participent, également, à la diversité culturelle et constituent un formidable laboratoire d'innovation. Au 31 janvier 2016, on compte 97 SMAC labellisées ou en cours de labellisation. L'État consacre 10 millions d'euros à leur développement soit en moyenne 103 000 euros par SMAC. Ce financement représente 10 % de leur budget, ce qui les obligent à rechercher de nombreux partenaires institutionnels ou privés. Même si les moyens alloués sont en nette augmentation, ils apparaissent insuffisants d'autant plus dans un contexte où les SMAC se diversifient et développent des projets innovants. Ainsi, il lui demande de quelle manière l'État peut poursuivre son accompagnement aux SMAC.

Texte de la réponse

Les Scènes de musiques actuelles (SMAC) jouent un rôle essentiel en tant que lieux de diffusion, mais aussi de création. Elles constituent des points d'appui importants pour le développement de carrière des jeunes artistes et pour la diversité musicale dans ce domaine. Le ministère de la culture et de la communication a montré sa volonté d'aider à la structuration et au développement d'un réseau labellisé de SMAC, dans toute la France. En 2016 ce réseau, qui compte désormais 97 structures, a bénéficié d'une mesure nouvelle de 2 M€ en loi de finances dans le cadre de l'achèvement d'un plan de développement, portant ainsi le total de l'effort de l'État à près de 12 M€ dans un contexte budgétaire contraint. Les textes d'application de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ont défini un nouveau cadre réglementaire adapté aux 12 labels nationaux, qui est en cours de finalisation. A ainsi été publié au Journal Officiel, le 30 mars dernier, le décret relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques, en application de l'article 5 de la loi précitée. Les arrêtés instituant ces labels, dont celui des SMAC, seront prochainement publiés. La mise en place de ces textes réglementaires était un préalable pour poursuivre le travail de structuration du secteur des musiques actuelles. Par ailleurs, à la suite de l'adoption d'un amendement parlementaire, lors des débats sur le projet de loi de finances pour 2017, la ministre de la culture et de la communication a demandé à la direction générale de la création artistique (DGCA) de faire un état des lieux précis des niveaux de financement, tous programmes budgétaires confondus, que les 97 SMAC du réseau labellisé reçoivent chaque année du ministère de



la culture et de la communication. La DGCA, avec l'aide des directions régionales des affaires culturelles, va engager, pour toutes les SMAC dont le financement direct du ministère de la culture et de la communication est en deçà de 100 000 €, une analyse plus fine des moyens et des besoins, afin de répondre aux situations prioritaires et aux nécessités de développement. Ce travail doit se mener dans le cadre d'un dialogue avec l'ensemble des partenaires publics de ces structures, notamment avec les régions qui aujourd'hui ont conclu des conventions avec le Centre national des variétés, de la chanson et du jazz (CNV) pour le développement d'une politique en faveur des musiques actuelles. Les SMAC reçoivent également des aides du CNV. Afin de disposer de la vision la plus complète possible des financements publics au profit des SMAC, la DGCA a été chargée de suivre les aides qu'elles perçoivent au titre des différentes commissions de cet établissement public national. D'ici à l'automne, ce travail d'analyse et de dialogue entre l'État et les collectivités territoriales pourra déboucher sur des engagements nouveaux. Pour les directions à la tête de ces structures, des contrats d'objectifs viendront mettre en perspective les projets développés dans chacune de ces scènes qui œuvrent au soutien à la création et à la diffusion des musiques actuelles, étant précisé qu'il a d'ores et déjà été décidé que la politique en faveur des SMAC bénéficierait d'un million d'euros supplémentaire du ministère de la culture et de la communication en 2017.